

Art. 2. De samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap inzake de administratieve vereenvoudiging en elektronische administratie en tot organisatie van een netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie wordt goedgekeurd.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement 796 (2012-2013). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 12 juni 2013.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203733]

21 FEVRIER 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique

Vu les articles 1^{er}, 2, 33, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I^{re} et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 et 87;

Vu l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 relatif au Commissariat wallon E-Administration Simplification, en abrégé « EASI-WAL »;

Considérant que la simplification administrative se définit comme l'ensemble des démarches destinées à faciliter et simplifier les formalités administratives qu'un usager est tenu d'exécuter en vue de satisfaire aux règles imposées par les autorités;

Que l'administration électronique est, quant à elle, définie comme l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les administrations afin d'améliorer les services publics et les processus démocratiques, et de renforcer le soutien des politiques publiques;

Considérant que la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une obligation car, contrairement au secteur privé, l'utilisateur qui est en relation avec l'administration n'a pas le choix du prestataire;

Que des services publics plus efficaces et productifs sont une nécessité, en particulier pour les entreprises mais également pour les autres usagers, tels que les citoyens et le monde associatif : des démarches et des services simplifiés déchargent les usagers de toute une série de modalités improductives et de lourdeurs administratives qui pèsent sur leur activité et qui les pénalisent dans leur action;

Qu'enfin, la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une opportunité car elle fournit aux administrations une occasion de repenser leurs modes opératoires en assurant leurs missions en phase avec les besoins réels des usagers;

Considérant que l'objectif prioritaire est de parvenir à réduire les charges administratives pour l'utilisateur, tout en veillant à éviter autant que possible le transfert de ces charges vers l'administration;

Considérant que les actions menées en matière de simplification administrative et d'administration électronique dépassent les délimitations institutionnelles imposées par la structure fédérale belge;

Que tant la Région wallonne que la Communauté française ont fait de la simplification administrative et de l'administration électronique un enjeu essentiel et ont inscrit leurs actions dans ces domaines dans la durée;

Que depuis de nombreuses années déjà, ces deux entités fédérées ont mené divers projets, certains déjà en commun, en vue de réduire les charges administratives pesant sur les usagers;

Que ces deux entités, par leurs domaines de compétences, sont pleinement conscientes de la nécessité de tout entreprendre pour renforcer l'adéquation entre leurs services et les attentes de la société;

Que cette volonté poursuit également un objectif d'économies d'échelle;

Considérant que les déclarations de politique régionale et communautaire précisent que les Gouvernements s'engagent, dans une volonté de rapprochement des administrations, à envisager la fusion des services de simplification administrative;

Qu'il est intéressant, dans un souci de renforcer les synergies entre les deux entités, d'assurer une cohérence et une complémentarité entre les actions menées par chacune d'elles et visant des objectifs similaires;

Considérant que tout ce qui précède plaide en faveur d'une coopération accrue des acteurs de la simplification administrative et de l'administration électronique de la Région wallonne et de la Communauté française et qu'il est dès lors hautement souhaitable qu'un accord encadre la coopération entre les deux entités dans le cadre de ces matières;

Vu les protocoles n° 581 et n° 409 des Comités de Secteur XVI et XVII réunis conjointement le 13 juillet 2012;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 février 2013;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 21 février 2013;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Coopération entre le service e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé, et les organismes publics autonomes créés par la Région wallonne et la Communauté française*

Article 1^{er}. Les modalités de coopération en matière de simplification administrative et d'administration électronique entre le service eWBS et les organismes publics autonomes créés par la Région wallonne et la Communauté française sont réglées au travers de protocoles de collaboration.

CHAPITRE II. — *Le réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique*

Art. 2. La collaboration entre service eWBS et les différents organismes visés à l'article 3 est organisée au sein d'un réseau de correspondants administratifs en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique, ci-après désignés par les termes « correspondant Simplification administrative ».

§ 2. Les correspondants Simplification administrative ont pour mission spécifique la simplification administrative et l'administration électronique au niveau de leur organisme.

Ils demeurent cependant sous l'autorité de leur fonctionnaire dirigeant.

Les missions confiées aux correspondants Simplification administrative peuvent être réparties entre plusieurs personnes.

Ils agissent en tant qu'intermédiaires entre le service eWBS et leur organisme public :

- ils assurent le suivi et informent régulièrement le service eWBS de l'évolution de la mise en œuvre dans leur administration ou organisme public des initiatives de simplification administrative et d'administration électronique qui ont été initiées;

- ils veillent à la coordination et à la cohérence des activités de simplification administrative et d'administration électronique dans leur administration ou organisme public;

- ils formulent des propositions au service eWBS dans le cadre de ses missions et coordonnent les initiatives de simplification administrative et d'administration électronique au sein de leur administration ou organisme public respectif;

- ils accompagnent le service eWBS dans l'exercice de ses missions en participant aux travaux menés par celui-ci au sein de l'administration ou l'organisme d'intérêt public dont ils dépendent;

- ils participent à l'élaboration des plans d'action et de la stratégie en matière de simplification administrative et d'administration électronique;

- ils bénéficient de formations organisées par le service eWBS à leur intention en matière de simplification administrative et d'administration électronique et apportent une expertise en simplification administrative et d'administration électronique au sein de leur administration ou organisme public;

- ils assurent la représentation de leur administration ou organisme public lors de manifestations officielles ayant trait à la simplification administrative et/ou l'administration électronique.

§ 3. Le service eWBS réunit, au moins deux fois par an, les correspondants Simplification administrative.

Art. 3. § 1^{er}. Au moins un correspondant Simplification administrative est désigné :

a) pour la Communauté française, au sein :

1° de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2° de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication;

3° de l'Institut de Formation en cours de carrière;

4° du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

b) pour la Région wallonne, au sein :

1° de l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité en Wallonie;

2° de l'Agence de Stimulation économique;

3° de l'Agence de Stimulation technologique;

4° de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;

5° de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

6° de l'Agence wallonne des Télécommunications;

7° du Commissariat général du Tourisme;

8° du Centre régional d'Aide aux Communes;

9° du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

10° de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

- 11° de l'Institut wallon de Formation en alternance, des Indépendants et des P.M.E.;
- 12° de l'Institut du Patrimoine wallon;
- 13° de la Société wallonne de Financement et de Garantie des P.M.E.;
- 14° de la Société régionale wallonne du Transport;
- 15° de la Société wallonne du Crédit social;
- 16° de la Société wallonne du Logement;
- 17° de Wallonie-Bruxelles International.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française peuvent, de commun accord, compléter par arrêté la liste visée à l'alinéa précédent.

§ 2. Les correspondants Simplification administrative sont désignés parmi les membres du personnel de chaque organe visé au § 1^{er}, qui ont au moins une fonction de niveau A ou 1.

Les correspondants Simplification administrative visés au § 1^{er} sont désignés par le service ou l'organisme dont ils dépendent.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses, transitoires et finales*

Art. 4. § 1^{er}. En matière d'informatique administrative, le service eWBS peut faire appel, pour ses besoins, aux services de la Communauté française compétents en la matière ou recourir directement à un prestataire extérieur dans le respect de la loi sur les marchés publics.

§ 2. L'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC) peut être chargée d'assumer, pour le service eWBS, les missions de services publics telles que définies à l'article 3, § 1^{er}, A, 1°, 2°, 5°, 6° et 7°, C, 10° et 11°, et D, 12°, du décret du 27 mars 2002 portant Création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

Une convention de collaboration entre l'ETNIC et le service eWBS règle les modalités de coopération entre les deux entités ainsi que les prestations concernées.

Les autres dispositions du décret du 27 mars 2002 sont mutatis mutandis applicables aux missions de service public assurées au service eWBS.

Le financement des prestations réalisées par l'ETNIC pour le service eWBS est à charge de ce dernier.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il produira ses effets à une date fixée de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française.

Namur, le 21 février 2013.

Pour la Région wallonne :
R. DEMOTTE,
Ministre-Président

Pour la Communauté française :
R. DEMOTTE,
Ministre-Président

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203733]

21. FEBRUAR 2013 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung und zur Organisierung eines Netzes von mit der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung beauftragten Korrespondenten

Aufgrund der Artikel 1, 2, 33, 38 und 39 sowie des Kapitels IV, Abschnitte I und II des Titels III der Verfassung;
Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, und das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 und 87;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft zur Organisierung eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS";

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2002 zur Errichtung der "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) (Öffentliches Unternehmen der Französischen Gemeinschaft für neue Informations- und Kommunikationstechnologien);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 über das "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (wallonisches Kommissariat E-Verwaltung-Vereinfachung), abgekürzt "EASI-WALL";

In der Erwägung, dass die administrative Vereinfachung sich als die Gesamtheit der Schritte definieren lässt, die für die Erleichterung und die Vereinfachung der Verwaltungsformalitäten bestimmt sind, die ein Benutzer erledigen muss, um den durch die Behörden auferlegten Regeln zu genügen;

In der Erwägung, dass die elektronische Verwaltung sich als die Verwendung der Informations- und Kommunikationstechnologien (TIC) durch die Verwaltungen definieren lässt, um die öffentlichen Dienste und die demokratischen Prozesse zu verbessern und die Unterstützung der öffentlichen Initiativen zu stärken;

In der Erwägung, dass eine Vereinfachung der Schritte zugunsten des Benutzers dringend geboten und als Verpflichtung zu verstehen ist, da der Benutzer, der in Verbindung mit der Verwaltung steht, im Gegensatz zum Privatsektor den Leistungserbringer nicht auswählen kann;

In der Erwägung, dass wirksamere und leistungsfähigere öffentliche Dienste eine Notwendigkeit sind, insbesondere für die Unternehmen aber ebenfalls für die sonstigen Benutzer, wie die Bürger und die gemeinnützigen Vereine: vereinfachte Schritte und Dienstleistungen entlasten die Benutzer von einer ganzen Reihe unproduktiver Modalitäten und von Verwaltungslasten, die ihre Aktivität erschweren und sie in ihrer Aktion bestrafen;

In der Erwägung, dass die Vereinfachung der Schritte zugunsten des Benutzers eine Chance bildet, da sie den Verwaltungen eine Gelegenheit gibt, ihre Verfahrensabläufe zu überdenken, wobei ihre Aufgaben unter Berücksichtigung der wirklichen Bedürfnisse der Benutzer wahrgenommen werden;

In der Erwägung, dass die vorrangige Zielsetzung darin besteht, die administrativen Lasten für den Benutzer zu verringern, wobei so weit wie möglich vermieden wird, diese Lasten der Verwaltung zu übertragen;

In der Erwägung, dass die in Sachen administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung getroffenen Maßnahmen die durch die belgische Föderalstruktur auferlegten institutionellen Abgrenzungen überschreiten;

In der Erwägung, dass sowohl die Wallonische Region als auch die Französische Gemeinschaft der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung eine besondere Aufmerksamkeit geschenkt haben und ihre Aktionen in diesen Bereichen dauerhaft angelegt haben;

In der Erwägung, dass diese beiden föderierten Instanzen schon seit zahlreichen Jahren verschiedene Projekte, worunter schon einige gemeinsame Projekte durchgeführt haben, um die ihre Benutzer belästigenden Verwaltungslasten zu verringern;

In der Erwägung, dass diese beiden Instanzen sich aufgrund ihrer Zuständigkeitsbereiche völlig der Notwendigkeit bewusst sind, alles zu unternehmen, um die Angemessenheit zwischen ihren Dienststellen und den Erwartungen der Gesellschaft zu stärken;

In der Erwägung, dass dieser Wille ebenfalls ein Ziel von größenbedingten Kosteneinsparungen verfolgt;

In der Erwägung, dass in den regional- und gemeinschaftspolitischen Erklärungen klargestellt ist, dass die Regierungen sich zum Zweck der Annäherung ihrer Verwaltungen verpflichten, ein Zusammenschmelzen ihrer Dienststellen für die administrative Vereinfachung in Aussicht zu nehmen;

In Erwägung des Interesses, im Sinne der Verstärkung der Synergien zwischen den beiden Instanzen eine Kohärenz und eine Komplementarität zwischen den Aktionen, die durch jede dieser Instanzen geführt werden und ähnliche Ziele verfolgen, zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass alles oben Genannte für eine verstärkte Zusammenarbeit der Akteure der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft plädiert und dass es deshalb höchst erwünscht ist, dass die Zusammenarbeit in diesen Bereichen zwischen den beiden Instanzen im Rahmen eines Abkommens erfolgt;

Aufgrund der Protokolle Nr. 581 und Nr. 409 der am 13. Juli 2012 gemeinsam versammelten Sektorenausschüsse Nr. XVI und Nr. XVII;

Aufgrund der Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013;

Aufgrund der Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Februar 2013;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung,

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,

Haben Folgendes vereinbart:

KAPITEL I — *Zusammenarbeit zwischen der Dienststelle e-Wallonie-Bruxelles Simplification, abgekürzt eWBS, und den von der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft errichteten autonomen öffentlichen Einrichtungen*

Artikel 1 - Die Modalitäten der Zusammenarbeit im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung zwischen der Dienststelle eWBS und den von der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft errichteten autonomen öffentlichen Einrichtungen werden mittels Zusammenarbeitsprotokollen geregelt.

KAPITEL II — *Das Netz der mit der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung beauftragten Korrespondenten*

Art. 2 - Die Zusammenarbeit zwischen der Dienststelle eWBS und den verschiedenen in Artikel 3 genannten Einrichtungen wird innerhalb eines Netzes von Verwaltungskorrespondenten organisiert, die mit der administrativen Vereinfachung und elektronischen Verwaltung beauftragt werden; diese Korrespondenten werden nachstehend "Korrespondenten für die administrative Vereinfachung" genannt.

§ 2. Die Korrespondenten für die administrative Vereinfachung haben die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung innerhalb ihrer Einrichtung zum Ziel.

Sie bleiben jedoch unter der Aufsicht ihres leitenden Beamten.

Die den Korrespondenten für die administrative Vereinfachung anvertrauten Aufgaben können unter mehrere Personen verteilt werden.

Sie handeln als Zwischenpersonen zwischen der Dienststelle eWBS und ihrer öffentlichen Einrichtung:

- sie überwachen die allmähliche Umsetzung der eingeleiteten Initiativen zur administrativen Vereinfachung und elektronischen Verwaltung in ihrer Verwaltung oder öffentlichen Einrichtung und informieren regelmäßig die Dienststelle eWBS darüber;

- sie sorgen für die Koordinierung und Kohärenz der Aktivitäten zur administrativen Vereinfachung und elektronischen Verwaltung in ihrer Verwaltung oder öffentlichen Einrichtung;

- sie unterbreiten der Dienststelle eWBS Vorschläge im Rahmen ihrer Aufgaben und koordinieren die Initiativen im Bereich der administrativen Vereinfachung und elektronischen Verwaltung innerhalb ihrer Verwaltung oder öffentlichen Einrichtung;

- sie begleiten die Dienststelle eWBS in der Ausübung ihrer Aufgaben, indem sie sich an den Arbeiten beteiligen, die Letztere innerhalb der Verwaltung oder der öffentlichen Einrichtung führt, der sie angehören;

- sie beteiligen sich an der Ausarbeitung der Aktionspläne und der Strategie im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung;

- sie haben Anspruch auf Ausbildungen, die die Dienststelle eWBS im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung für sie organisiert, und stellen ihre Fachkenntnisse im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung ihrer Verwaltung oder öffentlichen Einrichtung zur Verfügung;

- sie vertreten ihre Verwaltung oder öffentliche Einrichtung bei offiziellen Veranstaltungen im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung.

§ 3. Die Dienststelle eWBS bringt die Korrespondenten für die administrative Vereinfachung mindestens zweimal pro Jahr zusammen.

Art. 3 - § 1. Mindestens ein Korrespondent für die administrative Vereinfachung wird in folgenden Einrichtungen benannt:

- a) für die Französische Gemeinschaft, innerhalb
 - 1° des "Office de la Naissance et de l'Enfance";
 - 2° der "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication";
 - 3° des "Institut de Formation en cours de carrière";
 - 4° des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel";
- b) für die die Wallonische Region, innerhalb
 - 1° der "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité en Wallonie" (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft in der Wallonie);
 - 2° der "Agence de Stimulation économique" (Agentur für die Wirtschaftsbelebung);
 - 3° der "Agence de Stimulation technologique" (Agentur für die technologische Förderung);
 - 4° der "Agence Wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen);
 - 5° der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);
 - 6° der "Agence Wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur);
 - 7° des "Commissariat général du Tourisme" (Generalkommissariat für Tourismus);
 - 8° des "Centre régional d'Aide aux Communes" (Regionalzentrum zur Unterstützung der Gemeinden);
 - 9° des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);
 - 10° des "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);
 - 11° des "Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises" (Wallonische Institut für Aus- und Weiterbildung der Selbstständigen und der KMÜ);
 - 12° des "Institut du patrimoine wallon" (Institut für das wallonische Erbe);
 - 13° der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe);
 - 14° der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft);
 - 15° der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft);
 - 16° der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);
 - 17° von "Wallonie-Bruxelles International".

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft können die in vorigem Absatz stehende Liste im Einvernehmen durch Erlass ergänzen.

§ 2. Die Korrespondenten für die administrative Vereinfachung werden unter den Personalmitgliedern jeder unter § 1 genannten Instanz benannt, die mindestens ein Amt der Stufe A bzw. 1 innehaben.

Die in § 1 genannten Korrespondenten für die administrative Vereinfachung werden von der Dienststelle oder Einrichtung benannt, der sie angehören.

KAPITEL IV — Sonstige, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 4 - § 1. Was den Bereich Informatik in der Verwaltung angeht, kann die Dienststelle eWBS für ihre Bedürfnisse in diesem Bereich zuständigen Dienststellen der Französischen Gemeinschaft oder direkt einen externen Dienstleister heranziehen, wobei die Bestimmungen des Gesetzes über die öffentlichen Aufträge einzuhalten sind.

§ 2. Die "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) (Öffentliches Unternehmen der Französischen Gemeinschaft für neue Informations- und Kommunikationstechnologien) kann damit beauftragt werden, die Aufgaben öffentlichen Dienstes im Sinne von Artikel 3, § 1, A, 1°, 2°, 5°, 6° und 7°, C, 10° und 11°, und D, 12°, des Dekrets vom 27. März 2002 zur Errichtung der "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) für die Dienststelle eWBS auszuüben.

Die Modalitäten der Zusammenarbeit zwischen dem ETNIC und der Dienststelle eWBS sowie die entsprechenden Leistungen werden durch ein Zusammenarbeitsabkommen geregelt.

Die sonstigen Bestimmungen des Dekrets vom 27. März 2002 sind mutatis mutandis auf die von der Dienststelle eWBS ausgeübten Aufgaben öffentlichen Dienstes anwendbar.

Die Finanzierung der vom ETNIC geleisteten Dienste für die Dienststelle eWBS wird von Letzterer übernommen.

Art. 5 - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Es wird an einem von der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft im Einvernehmen festgelegten Datum wirksam werden.

Namur, den 21. Februar 2013

Für die Wallonische Region:
R. DEMOTTE,
Minister-Präsident

Für die Französische Gemeinschaft:
R. DEMOTTE,
Minister-Präsident

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203733]

21 FEBRUARI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap inzake de administratieve vereenvoudiging en elektronische administratie en tot organisatie van een netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie

Gelet op de artikelen 1, 2, 33, 38 en 39, alsook op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet;
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 en 87;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, hierna "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" genoemd, afgekort « eWBS »;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005 betreffende het "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (Waals Commissariaat E-Bestuur-Vereenvoudiging), afgekort "EASI-WAL";

Overwegende dat de administratieve vereenvoudiging omschreven wordt als een geheel van stappen waardoor de administratieve formaliteiten die een gebruiker moet vervullen om aan de door de autoriteiten opgelegde regels te voldoen verlicht en vereenvoudigd worden;

Dat de elektronische administratie omschreven wordt als het aanwenden van de Informatie- en Communicatietechnologieën (TIC) door de besturen ter verbetering van de openbare diensten en de democratische processen en ter versterking van de ondersteuning van de openbare beleidslijnen;

Overwegende dat de vereenvoudiging van de stappen ten gunste van de gebruiker zich als een verplichting opdringt omdat de gebruiker in contact met de administratie, in tegenstelling tot wat in de privé sector gebeurt, niet de mogelijkheid heeft om de dienstverstrekker te kiezen;

Dat meer efficiënte en productieve openbare diensten noodzakelijk zijn, in het bijzonder voor ondernemingen maar ook voor de andere gebruikers, met name de burgers en de verenigingen: vereenvoudigde stappen en diensten besparen de gebruikers een hele reeks improductieve modaliteiten en administratieve rompslomp die hun activiteit belemmeren en ze in hun actie benadelen;

Dat, tot slot, de vereenvoudiging van de stappen ten gunste van de gebruikers zich als een opportuniteit opdringt daar ze de administraties een kans biedt om hun handelswijzen te herdenken door hun opdrachten in overeenstemming te brengen met de reële behoeften van de gebruikers;

Overwegende dat de prioritaire doelstelling erin bestaat de administratieve lasten voor de gebruiker te verminderen, waarbij zoveel mogelijk voorkomen moet worden dat die lasten aan de administratie overgedragen worden;

Overwegende dat de acties die inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie gevoerd worden de door de Belgische federale structuur opgelegde institutionele afbakeningen overschrijden;

Dat zowel het Waalse Gewest als de Franse Gemeenschap van de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie een essentiële uitdaging hebben gemaakt en hun acties in die domeinen op lange termijn hebben uitgestippeld;

Dat die twee deeltiteiten sinds talrijke jaren al verschillende projecten gevoerd hebben, waarvan sommige gemeenschappelijk, ten einde de administratieve lasten die op de gebruikers drukken te verminderen;

Dat die twee entiteiten wegens hun bevoegdheidsdomeinen zich volkomen bewust zijn van de noodzaak om alles te ondernemen ten einde de adequatie tussen hun diensten en de verwachtingen van de maatschappij te versterken;

Dat die wil ook in de lijn ligt van een doelstelling die schaalbesparingen nastreeft;

Overwegende dat in de gewestelijke en gemeenschappelijke beleidsverklaringen benadrukt wordt dat de Regeringen zich, in een wil tot toenadering van de besturen, ertoe verbinden de fusie van de diensten inzake de administratieve vereenvoudiging te overwegen;

Dat het belangrijk is, met het oog op versterkte samenwerkingen tussen beide entiteiten, te zorgen voor samenhang en complementariteit tussen de acties die door elke entiteit gevoerd worden en gelijksoortige doelstellingen nastreven;

Overwegende dat alles wat voorafgaat pleit voor een versterkte samenwerking tussen de actoren van de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap en dat het dan ook uitermate wenselijk is dat de samenwerking tussen beide entiteiten in het kader van deze materies het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst;

Gelet op de protocollen nr. 581 en nr. 409 van de Sectorcomités XVI en XVII, bijeengekomen op 13 juli 2012;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 21 februari 2013;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2013;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering;

Zijn overeengekomen wat volgt:

HOOFDSTUK I. — Samenwerking tussen de dienst « e-Wallonie-Bruxelles Simplification », afgekort « eWBS », en de autonome openbare instellingen opgericht door het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap

Artikel 1. De modaliteiten voor de samenwerking tussen de dienst eWBS en de door het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap opgerichte autonome openbare instellingen inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie worden geregeld via samenwerkingsprotocollen.

HOOFDSTUK II. — Netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie

Art. 2. De samenwerking tussen de dienst eWBS en de verschillende instellingen bedoeld in artikel 3 wordt georganiseerd binnen een netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, hierna aangewezen als « correspondent Administratieve vereenvoudiging ».

§ 2. De correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » hebben als specifieke opdracht de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie op het niveau van hun instelling.

Ze blijven evenwel onder het gezag van hun leidend ambtenaar staan.

De opdrachten die aan de correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » toevertrouwd worden kunnen onder verschillende personen verdeeld worden.

Ze handelen als tussenpersoon tussen de dienst eWBS en hun openbare instelling :

- ze zorgen voor de opvolging en geven de dienst eWBS regelmatig kennis van de evolutie van de tenuitvoerlegging van de initiatieven inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze zorgen voor de coördinatie en de cohesie van de activiteiten inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze doen voorstellen aan de dienst eWBS in het kader van hun opdrachten en coördineren de initiatieven inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze begeleiden de dienst eWBS in de uitoefening van zijn opdrachten door deel te nemen aan de werkzaamheden die hij voert binnen het bestuur of de openbare instelling waaronder ze ressorteren;

- ze nemen deel aan het uitwerken van de actieplannen en de strategie inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie;

- ze genieten opleidingen die de dienst eWBS voor hen organiseert inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie en brengen een expertise inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze vertegenwoordigen hun bestuur of openbare instelling tijdens officiële evenementen i.v.m. de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie.

§ 3. De dienst eWBS brengt de correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » minstens twee keer per jaar bijeen..

Art. 3. § 1. Er wordt minstens één correspondent « Administratieve vereenvoudiging » aangewezen :

a) voor de Franse Gemeenschap, binnen :

1° de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

2° het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication » (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën);

3° het « Institut de Formation en cours de carrière » (Instituut voor Opleidingen gedurende de Loopbaan) ;

4° de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector);

b) voor het Waalse Gewest, binnen :

1° het « Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité » (Waals Agentschap voor de Promotie van een Kwaliteitslandbouw in Wallonië);

2° het « Agence de Stimulation économique » (Agentschap voor Economische Bevordering);

3° het « Agence de Stimulation technologique » (Agentschap voor Technologische Bevordering);

4° het « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers » (Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings);

5° het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

6° het « Agence wallonne des Télécommunications » (Waals Agentschap voor Telecommunicatie);

7° het « Commissariat général du Tourisme » (Commissariaat-generaal voor Toerisme);

8° het « Centre régional d'Aide aux Communes » (Gewestelijk Centrum voor Hulpverlening aan de Gemeenten);

9° het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds voor de kroostrijke gezinnen van Wallonië);

10° de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling);

11° het « Institut wallon de Formation en alternance des Indépendants et des P.M.E. » (Waals Instituut voor Alternerende Opleiding, Zelfstandigen en K.M.O.'s);

12° het « Institut du Patrimoine wallon » (Instituut van het Waals erfgoed);

13° de « Société wallonne de Financement et de Garantie des P.M.E. » (Waalse Maatschappij voor de Financiering en vrijwaring van K.M.O.'s);

14° de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij);

15° de « Société wallonne du Crédit social » (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet);

16° de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

17° « Wallonie-Bruxelles International » (Wallonië-Brussel Internationaal).

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap kunnen de in het vorige lid bedoelde lijst in onderlinge overeenstemming bij besluit aanvullen.

§ 2. De correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » worden aangewezen onder de personeelsleden van elk orgaan bedoeld in § 1, die minstens een ambt van niveau A of 1 bekleden.

De correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » bedoeld in § 1 worden aangewezen door de dienst of de instelling waaronder ze ressorteren.

HOOFDSTUK IV. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 4. § 1. Wat de administratieve informatica betreft, kan de dienst eWBS voor eventuele problemen een beroep doen op de bevoegde diensten van de Waalse Regering of rechtstreeks op een externe dienstverstrekker, met inachtneming van de wet op de overheidsopdrachten.

§ 2. Het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC) kan belast worden met de uitvoering, voor de dienst eWBS, van de overheidsopdrachten zoals bedoeld in artikel 3, § 1, A, 1°, 2°, 5°, 6° en 7°, C, 10° en 11°, en D, 12°, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC).

Een samenwerkingsovereenkomst tussen het « ETNIC » en de dienst « eWBS » regelt de samenwerkingsmodaliteiten tussen beide entiteiten, alsook de betrokken dienstverstrekkingen.

De overige bepalingen van het decreet van 27 maart 2002 zijn mutatis mutandis toepasselijk op de overheidsopdrachten die door de dienst eWBS waargenomen worden.

De financiering van de diensten verstrekt door het ETNIC voor de dienst eWBS is voor rekening van laatstgenoemde.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Het zal gevolg hebben op een datum die in onderlinge overeenstemming door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap bepaald wordt.

Namen, 21 februari 2013.

Voor het Waalse Gewest :
R. DEMOTTE,
De Minister-President

Voor de Franse Gemeenschap :
R. DEMOTTE,
De Minister-President

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203732]

21 FEVRIER 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé.

Vu les articles 1^{er}, 2, 33, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I^{re} et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 et 87;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 relatif au Commissariat wallon E-Administration-Simplification, en abrégé « EASI-WAL »;

Considérant que la simplification administrative se définit comme l'ensemble des démarches destinées à faciliter et simplifier les formalités administratives qu'un usager est tenu d'exécuter en vue de satisfaire aux règles imposées par les autorités;

Que l'administration électronique est, quant à elle, définie comme l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les administrations afin d'améliorer les services publics et les processus démocratiques, et de renforcer le soutien des politiques publiques;

Considérant que la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une obligation car, contrairement au secteur privé, l'utilisateur qui est en relation avec l'administration n'a pas le choix du prestataire;

Que des services publics plus efficaces et productifs sont une nécessité, en particulier pour les entreprises mais également pour les autres usagers, tels que les citoyens et le monde associatif : des démarches et des services simplifiés déchargent les usagers de toute une série de modalités improductives et de lourdeurs administratives qui pèsent sur leur activité et qui les pénalisent dans leur action;

Qu'enfin, la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une opportunité car elle fournit aux administrations une occasion de repenser leurs modes opératoires en assurant leurs missions en phase avec les besoins réels des usagers;

Considérant que l'objectif prioritaire est de parvenir à réduire les charges administratives pour l'utilisateur, tout en veillant à éviter autant que possible le transfert de ces charges vers l'administration;

Considérant que les actions menées en matière de simplification administrative et d'administration électronique dépassent les délimitations institutionnelles imposées par la structure fédérale belge;

Que tant la Région wallonne que la Communauté française ont fait de la simplification administrative et de l'administration électronique un enjeu essentiel et ont inscrit leurs actions dans ces domaines dans la durée;

Que depuis de nombreuses années déjà, ces deux entités fédérées ont mené divers projets, certains déjà en commun, en vue de réduire les charges administratives pesant sur les usagers;

Que ces deux entités, par leurs domaines de compétences, sont pleinement conscientes de la nécessité de tout entreprendre pour renforcer l'adéquation entre leurs services et les attentes de la société;

Que cette volonté poursuit également un objectif d'économies d'échelle;

Considérant que les déclarations de politique régionale et communautaire précisent que les Gouvernements s'engagent, dans une volonté de rapprochement des administrations, à envisager la fusion des services de simplification administrative;

Qu'il est intéressant, dans un souci de renforcer les synergies entre les deux entités, d'assurer une cohérence et une complémentarité entre les actions menées par chacune d'elles et visant des objectifs similaires;

Considérant que tout ce qui précède plaide en faveur d'une coopération accrue des acteurs de la simplification administrative et de l'administration électronique de la Région wallonne et de la Communauté française et qu'il est dès lors hautement souhaitable qu'un accord encadre la coopération entre les deux entités dans le cadre de ces matières;

Vu les protocoles n° 581 et n° 409 des Comités de Secteur XVI et XVII réunis conjointement le 13 juillet 2012;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 février 2013;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 21 février 2013;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement;